



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



MAZARS
Tour Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

RCI Banque S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle 2023

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

RCI Banque S.A.

15 rue d'Uzès 75002 Paris

KPMG S.A.
Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

MAZARS
Société Anonyme d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux
Comptes à Directoire et Conseil de
Surveillance
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital social de 8 320 000 euros – RCS
Nanterre N° 784 824 153



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

MAZARS
Tour Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

RCI Banque S.A.

Société anonyme au capital social de 100 000 000 euros
15 rue d'Uzès 75002 Paris
RCS : Paris 306 523 358

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2023

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 11 de l'annexe des comptes semestriels consolidés condensés qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la mise en place de la norme IFRS 17.

II - Vérification spécifique


Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

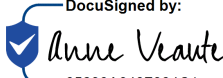
Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 28 juillet 2023
KPMG S.A.

Paris La Défense, le 28 juillet 2023
MAZARS

DocuSigned by:

7DCE8BF2964846F...

Ulrich SARFATI
Associé

DocuSigned by:

65239A6437884C1...

Anne Veaute
Associée



RCI BANQUE

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

30 juin 2023

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT.....	3
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	7
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	8
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	9
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	9
2. FAITS MARQUANTS	9
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	11
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	20
5. REFINANCEMENT	23
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES.....	23
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	24

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2023	12/2022 Retraité*
Caisse et Banques centrales	2	3 794	5 874
Instruments dérivés de couverture	3	370	434
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	502	521
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	139	119
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 668	1 690
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	52 409	48 631
Actifs d'impôts courants	8	84	41
Actifs d'impôts différés	8	242	220
Créances fiscales hors impôts courants	8	250	125
Contrats d'assurance et réassurance actifs	8	25	36
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 397	978
Actifs non courants destinés à être cédés		9	19
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		82	66
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	1 516	1 383
Immobilisations corporelles et incorporelles		124	123
Goodwill		137	137
TOTAL ACTIF		62 748	60 397

* Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables).

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2023	12/2022 Retraité*
Banques centrales	9.1	3 005	3 715
Instruments dérivés de couverture	3	390	351
Dettes envers les établissements de crédit	9.2	2 516	2 012
Dettes envers la clientèle	9.3	27 788	25 473
Dettes représentées par un titre	9.4	18 524	18 108
Passifs d'impôts courants	10	191	108
Passifs d'impôts différés	10	889	899
Dettes fiscales hors impôts courants	10	26	25
Comptes de régularisation et passifs divers	10	1 952	2 004
Dettes liées aux actifs destinés à être cédés			1
Passif sur contrats d'assurance émis	11	172	166
Provisions	12	201	188
Dettes subordonnées	14	874	886
Capitaux propres		6 220	6 461
- Dont capitaux propres part du groupe		6 219	6 460
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		5 245	5 160
Gains ou pertes latents		(177)	(198)
Résultat de l'exercice		337	684
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		1	1
TOTAL PASSIF		62 748	60 397

* Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables).

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2023	06/2022 Retraité*	12/2022 Retraité*
Intérêts et produits assimilés	20	1 579	973	2 152
Intérêts et charges assimilés	21	(920)	(372)	(883)
Commissions (Produits)	22	376	342	679
Commissions (Charges)	22	(184)	(148)	(311)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(56)	65	69
Produits des contrats d'assurance émis	11	196	178	359
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	11	(23)	(43)	(65)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	11	(1)	1	1
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	11	(9)	1	(10)
Produits des autres activités	23	359	284	601
Charges des autres activités	23	(343)	(287)	(576)
PRODUIT NET BANCAIRE		974	994	2 016
Charges générales d'exploitation	24	(352)	(331)	(618)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(8)	(10)	(20)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		614	653	1 378
Coût du risque	25	(100)	(105)	(195)
RESULTAT D'EXPLOITATION		514	548	1 183
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises (2)		(7)	(93)	(127)
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
Résultat sur exposition inflation (3)		(20)	(14)	(31)
RESULTAT AVANT IMPOTS (4)		487	441	1 025
Impôts sur les bénéfices	26	(145)	(116)	(321)
RESULTAT NET		342	325	704
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		5	2	20
Dont part du groupe		337	323	684
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultat net par action (1) et en euros		336,97	322,94	684,12
Résultat net dilué par action et en euros		336,97	322,94	684,12

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

(2) La cession de RN Bank a eu un impact positif sur le résultat de mise en équivalence de 8,6 millions d'euros sur la période. La dépréciation de Mobility Trader Holding GmbH (Heycar) a eu un impact négatif sur le résultat de mise en équivalence de -16,7 millions d'euros

(3) Hyperinflation Argentine

(4) dont résultat net des activités abandonnées pour 0,2 millions d'euros

* Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables).

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2023	06/2022 Retraité*	12/2022 Retraité*
RESULTAT NET	342	325	704
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	(1)	12	11
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(1)</i>	<i>12</i>	<i>11</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(19)	97	199
Variation de JV des actifs financiers		(5)	(8)
Différences de conversion	41	27	(1)
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>22</i>	<i>119</i>	<i>190</i>
Autres éléments du résultat global	21	131	201
RESULTAT GLOBAL	363	456	905
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	5	9	17
Dont part des actionnaires de la société mère	358	447	888

* Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées	Ecart de conversion (3)	Gains ou pertes latents ou différés (4)	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2021*	100	714	4 950	(399)	(3)	846	6 208	14	6 222
Affectation du résultat de l'exercice précédent			846			(846)			
Retraitement des capitaux propres d'ouverture IFRS17			167				167		167
Capitaux propres au 1 janvier 2022*	100	714	5 963	(399)	(3)		6 375	14	6 389
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					91		91	1	92
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					12		12		12
Différences de conversion				21			21	6	27
Résultat de la période avant affectation						323	323	2	325
Résultat global de la période				21	103	323	447	9	456
Distribution de la période			(800)				(800)	(12)	(812)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(2)				(2)	(10)	(12)
Capitaux propres au 30 juin 2022*	100	714	5 161	(378)	100	323	6 020	1	6 021
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					103		103	(4)	99
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(22)			(22)	(6)	(28)
Résultat de la période avant affectation						361	361	18	379
Résultat global de la période				(22)	102	361	441	8	449
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(11)				(11)		(11)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			10				10	(8)	2
Capitaux propres au 31 décembre 2022*	100	714	5 160	(400)	202	684	6 460	1	6 461
Affectation du résultat de l'exercice précédent			684			(684)			
Capitaux propres au 1 janvier 2023	100	714	5 844	(400)	202		6 460	1	6 461
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(13)		(13)	(6)	(19)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				35			35	6	41
Résultat de la période avant affectation						337	337	5	342
Résultat global de la période				35	(14)	337	358	5	363
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période (5)			(600)				(600)	(30)	(630)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			2				2	25	27
Capitaux propres au 30 juin 2023	100	714	5 245	(365)	188	337	6 219	1	6 220

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2023 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du sud, l'Inde, la Pologne, la République Tchèque, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie. Au 31 décembre 2022, il concernait principalement l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Inde, le Maroc, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, la Suisse et la Turquie.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour 196 millions d'euros et les écarts actuariels IAS 19 pour -8 millions d'euros à fin juin 2023.
- (5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2022 de 600 millions d'euros.
- * Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2023	06/2022 Retraité*	12/2022 Retraité*
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	337	323	684
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	8	10	19
Dotations nettes aux provisions	63	77	137
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	7	93	127
Produits et charges d'impôts différés	(13)	5	33
Pertes et gains nets des activités d'investissement			(11)
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	5	2	20
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	79	(64)	(80)
Capacité d'autofinancement	486	446	929
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(155)	(156)	172
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(6)	(33)	418
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(546)	(130)	107
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(63)	(58)	5
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(483)	(72)	102
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 547)	(25)	(1 258)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(3 629)	(625)	(4 953)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	2 082	600	3 695
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	145	(1 076)	557
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	21	(162)	285
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	258	(769)	397
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(134)	(145)	(125)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(39)	(2)	11
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(1 987)	(1 233)	(583)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(1 656)	(943)	519
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(36)	(10)	(15)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(23)	(22)	(53)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(59)	(32)	(68)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(630)	(812)	(819)
- Dividendes versés	(630)	(812)	(812)
- Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle			(7)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(630)	(812)	(819)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	67	7	(46)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(2 278)	(1 780)	(414)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	7 291	7 705	7 705
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	5 836	6 729	6 729
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 455	976	976
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	5 013	5 925	7 291
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	3 783	4 749	5 836
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	1 554	1 735	1 638
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(324)	(559)	(183)
Variation de la trésorerie nette	(2 278)	(1 780)	(414)

* Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès 75002 Paris.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des ventes des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe Mobilize Financial Services au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2023 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2023 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services, pour l'année 2022, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 février 2023 et approuvés à l'Assemblée Générale du 19 mai 2023. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 600 millions d'euros sur le résultat 2022.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et les sanctions économiques et commerciales décidées progressivement à l'encontre de la Russie ainsi que les contre-sanctions décidées par la Russie ont impacté l'activité du groupe. Les domaines concernés incluent principalement la sécurité des employés, le risque d'incapacité de financement en Russie, le risque d'attaque cyber et de défaillance des systèmes d'information.

Le groupe Mobilize Financial Services a des investissements à la fois en Russie et en Ukraine.

Le groupe Mobilize Financial Services se conforme strictement à la réglementation en vigueur et a mis en œuvre avec diligence les mesures nécessaires pour se conformer aux sanctions internationales.

Compte tenu du mode de fonctionnement de la banque dans ces deux pays, l'exposition du bilan à la Russie et à l'Ukraine est limitée.

En Ukraine :

RCI Banque S.A. détient à 100% une filiale non consolidée. Le groupe n'a aucune exposition de prêt avec cette société.

L'investissement net de RCI Banque S.A. est limité à la part de capital de cette filiale (0,3 millions d'euros) qui a été intégralement provisionné au cours de l'année 2022.

En Russie :

Le 20 juin 2023, la société RN Bank a été cédée pour un montant 7 milliards de roubles russes (76,4 millions d'euros). Le groupe détenait 30% des intérêts économiques de cette société à travers la holding RN SF B.V. qui est consolidée par mise en équivalence. Ces titres de RN SF B.V. avaient été intégralement dépréciés en 2022.

Cette cession a fait varier les participations dans les entreprises associées et coentreprises de +24,4 millions d'euros dont +8,6 millions d'euros comptabilisés en résultat et +15,8 millions d'euros de réserve de change.

Le groupe détient également 100 % de RNL Leasing, une société de leasing consolidée en intégration globale. La contribution de RNL leasing aux capitaux propres du groupe est peu significative (0,4 millions d'euros) et les prêts d'actionnaire de 1,5 milliards de roubles (équivalents à 14,9 millions d'euros) sont éliminés dans le cadre du traitement des opérations intragroupes.

Les 16,8 millions d'euros d'actif net de la société ont été classés en Actifs et passifs non courants destinés à être cédés et ont été dépréciés pour un montant de 7,2 millions d'euros contre 2,7 millions d'euro en fin décembre 2022. Cette dépréciation tient compte des négociations les plus avancées menées par le groupe en vue de la cession de la filiale.

Nouvelle émission de Fonds communs de titrisation

Sur le marché de la titrisation le groupe a placé courant mars une opération pour environ 719 millions d'euros adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande (dont 700 millions d'euros de titres senior et environ 19 millions d'euros de titres subordonnés).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2023 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2022.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services arrêtés au 30 juin 2023 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et selon la recommandation de l'ANC 2022-01 au 30 juin 2023 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2022.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2023.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023

IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance
Amendement IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction
Amendement IAS 1	Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives
Amendements IAS 8	Définition des estimations comptables

L'application des amendements IAS12, IAS 1 et IAS 8 à compter du 1er janvier 2023 est sans effet significatif sur les états financiers du groupe. Les impacts de l'application d'IFRS17 sont présentés dans le paragraphe dédié ci-après.

➤ Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
Amendement IAS 12	Réforme fiscale internationale – Pillier 2	Immédiate / 1 ^{er} janvier 2023
Amendement IAS 7	Entente de financement de fournisseurs	1er janvier 2024
Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants Passifs non courants avec convenants	1er janvier 2024
Amendement IFRS 16	Passif de location dans le cadre d'une cession-bail	1er janvier 2024

Le groupe est en train d'analyser les impacts potentiels mais n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des amendements.

B. Application d'IFRS 17

La norme IFRS 17 – Contrats d'assurance, publiée le 18 mai 2017 et modifiée par les amendements du 25 juin 2020, énonce les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir pour les contrats d'assurance. Elle remplace la norme IFRS 4 - Contrats d'assurance et est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le groupe Mobilize Financial Services n'avait pas retenu l'exemption d'application proposée et appliquait déjà la norme IFRS 9 depuis le 1er janvier 2018. Les placements financiers des activités d'assurance sont inclus dans les agrégats bancaires.

➤ Impacts en termes de classement et d'estimation

IFRS 17 s'applique principalement dans le groupe aux contrats d'assurance émis et aux traités de réassurance détenus par les compagnies d'assurance du groupe.

Cette norme énonce les principes comptables pour une estimation économique et « forward-looking » des provisions techniques d'assurance.

Ces provisions techniques ont été évaluées selon le modèle général (dit « building blocks approach ») sur l'ensemble du portefeuille. Le portefeuille d'assurance ne comprend aucun contrat participatif direct en portefeuille qui justifie l'application du modèle VFA. D'autre part, le portefeuille d'assurance ne remplit pas les conditions d'éligibilité pour l'application du modèle PAA (contrat multi-annuel avec un profil de risque non linéaire et dont l'évolution diffère matériellement du modèle général). Le portefeuille de réassurance est en amortissement et non significatif. Le groupe MFS a décidé de recourir à l'option ("option OCI") permettant de ventiler les produits financiers ou charges financières d'assurance de la période entre le résultat et les autres éléments du résultat global.

Selon le modèle général, les provisions techniques d'assurance se décomposent comme suit : (1) les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés et pondérés par leur probabilité de réalisation, (2) un ajustement pour risque non financier et (3) la marge de service contractuelle.

Conformément à la norme, les contrats sont regroupés en portefeuille (risques similaires, par mode de gestion commune) puis divisés en cohorte annuelle (contrats émis à un an d'intervalle au plus) puis par groupe de rentabilité. A ce titre il convient de noter que dans le cadre de la transition aucun contrat onéreux n'a été identifié sur le portefeuille.

Les estimations des flux de trésorerie du portefeuille d'assurance ont été définies sur la base de modèles actuariels et d'hypothèses techniques en « best estimate » pertinentes. Ces flux de trésorerie ont été actualisés sur la base de taux d'actualisation définis selon une approche « bottom-up » correspondant à la courbe de taux sans risque avec ajout d'une prime de liquidité définie par l'EIOPA.

L'ajustement pour risque représente la 'prime de risque' permettant de couvrir l'incertitude sur le montant et l'échéancier des flux de trésorerie contingents aux risques non financiers. Cet ajustement pour risque a été calibré sur la distribution de la fréquence des sinistres, facteur principal de risque du portefeuille, selon un quantile à 90%.

La marge de service contractuelle (CSM) correspond au stock de profits futurs attendus générés par les contrats en portefeuille. La CSM est amortie en compte de résultat en résultat d'assurance au rythme des services rendus sur la base des unités de couverture de la période. L'unité de couverture retenue correspond au profil des sommes sous risques des cohortes de contrats.

➤ Impacts de la transition

Le groupe considérant que l'obtention de toutes les données historiques requises pour l'estimation des contrats en portefeuille en date de transition n'était pas possible par l'approche rétrospective complète sans engager des coûts et efforts excessifs, seule l'approche rétrospective modifiée a été retenue pour comptabiliser l'impact de la transition sur les comptes au 1^{er} janvier 2022.

L'impact de la transition génère un effet positif sur les capitaux propres de 167 millions d'euros au bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2022. Cet impact positif s'explique par une reconnaissance plus rapide des profits des contrats d'assurance sous IFRS 17 que sous IFRS4. En effet, sur le portefeuille des assurances emprunteurs le profil des unités de couverture est décroissant car reflétant la décroissance des encours financés. Sous IFRS4, la prime d'assurance était précédemment reconnue de façon linéaire.

Le Groupe a modifié la présentation de sa situation financière en présentant désormais les contrats de réassurance détenus à l'actif. Les provisions techniques liées aux passifs d'assurance sont toujours présentées de façon isolée au passif et sont désormais décomposées entre l'estimation des flux de trésorerie futurs, l'ajustement pour risques et la marge sur services contractuels (ce détail est présenté dans la note 11). Dans le compte de résultat, le groupe a isolé le résultat généré par les activités d'assurance qui est lui-même décomposé entre les produits liés aux activités d'assurance, les charges liées aux activités d'assurance et les produits et charge liés aux contrats de réassurance détenus.

Comme requis par la norme IFRS 17, les états financiers comparatifs ont été retraités pour tenir compte de l'application de la norme en date du 1^{er} janvier 2022. Les passifs d'assurance et les actifs de réassurance au 01^{er} janvier 2022 et au 31 décembre 2022 ont été estimés en appliquant le modèle général au portefeuille existant à ces dates. Les passifs d'assurance mesurant la valeur des contrats d'assurance sont présentés sur une ligne dédiée « Passif sur contrats d'assurance émis » dans l'état de la situation financière. Elles représentent un montant de 436 millions d'euros au 31 décembre 2021, de 132 millions d'euros au 1^{er} janvier 2022 après application d'IFRS 17, de 166 millions d'euros au 31 décembre 2022 et de 172 millions d'euros au 30 juin 2023.

en Meur	31/12/2021	31/12/21 Retraité	Ajustement	30/06/2022	30/06/2022 Retraité	Ajustement	31/12/2022	31/12/2022 Retraité	Ajustement
Contrats d'assurance et réassurance actifs	105	59	-46	84	50	-34	63	36	-27
Passif sur contrats d'assurance émis	-436	-132	304	-431	-155	276	-425	-166	259
Passifs d'impôts courants			-90			-85			-81
Retraitement en situation nette			167			157			151

Le résultat des activités d'assurance est présenté sur quatre lignes dédiées dans le compte de résultat du groupe Mobilize Financial Services. Il représente un impact résultat net de 89 millions d'euros sur le premier semestre 2022, de 185 millions d'euros sur l'année 2022 et de 106 millions d'euros sur le premier semestre 2023.

en Meur	30/06/2022	30/06/2022 Retraité	Ajustement	31/12/2022	31/12/2022 Retraité	Ajustement
Résultat d'assurance	157	137	-20	314	285	-29
PNB	157	137	-20	314	285	-29
Résultat avant impôt	153	137	-16	310	285	-25
Résultat net	99	89	-10	202	185	-16

C. Estimations et jugements

➤ Forward Looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

Rappel sur l'évolution des paramètres de calcul de la provision Forward Looking statistique réalisée au 31 décembre 2022:

Mobilize Financial Services (MFS) a développé en 2022 des modèles internes (sur les portefeuilles où cela était possible, c'est-à-dire disposant d'une volumétrie et d'une qualité de données suffisantes) et a utilisé ces modèles pour le calcul des provisions Forward Looking statistiques depuis 2022.

Des proxys ont été mis en place pour les portefeuilles ne disposant pas de modèles internes (exemple de proxys utilisés : moyenne des résultats des portefeuilles disposant de modèles internes pour les portefeuilles ne disposant pas de modèles internes).

Approche sectorielle

La provision forward looking intègre également une provision sectorielle qui sert une part à identifier de nouveaux segments à risque et d'autre part à regrouper les particuliers travaillant pour un employeur se situant dans un secteur à risque.

A fin juin 2023 les secteurs identifiés comme à risque à cause de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie sont l'hôtellerie, la restauration, le transport de passagers, le textile et la distribution de vêtements. Ces secteurs ont fait l'objet d'une couverture additionnelle en appliquant le taux de couverture des encours B2, aux expositions B1.

Le calcul est réalisé après retraitement dans la provision statistique des provisions sectorielles pour ne pas avoir de doubles provisions sur les encours.

La provision au bilan résultant de cet ajustement représente 44,8 millions d'euros à fin juin 2023, contre 46,9 millions d'euros à fin décembre 2022.

Approche statistique

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- Scénario « Stability » : Stabilité pendant les 3 prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- Scénario « Baseline » : Utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes développés. Les projections sont basées sur des données macro-économiques utilisées dans le cadre du dispositif ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) de l'institution datant de janvier 2023. Cela permet de stresser les PD et LGD, et donc les ECL sur les portefeuilles disposant de modèles ;
- Scénario « Adverse » : Approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées utilisées dans l'ICAAP amenant à des ECL plus élevés.

Les différents scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance ce qui permet ainsi de calculer une provision Forward Looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario Stability).

L'économie européenne a évité une récession au cours de l'hiver 2022-2023, s'accéléralant légèrement au premier trimestre de 2023 malgré le contexte international et d'importantes hausses des taux d'intérêt visant à lutter contre l'inflation. Selon la Commission européenne, l'économie européenne devrait croître plus rapidement que prévu cette année et l'année prochaine, malgré une inflation toujours élevée et des taux d'intérêt en hausse. L'OCDE prévoit une croissance du PIB sur des pays clés en Europe tels que la France, l'Allemagne et l'Italie. Au Brésil, les indicateurs macro-économiques se sont avérés plus résilients que prévu et la croissance devrait reprendre vers la fin de l'année. L'économie espagnole devrait ralentir en 2023 mais sans entrer en récession. L'évolution du taux de chômage devrait être positive avec une prévision OCDE plus favorable sur plusieurs pays significatifs pour le Groupe, dont l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, et assez stable en France. En ce qui concerne l'inflation, la majorité des pays a connu une très forte inflation en 2022 mais cette dernière devrait diminuer progressivement, se rapprochant du scénario Baseline.

Du fait de l'utilisation des modèles internes dans le calcul du forward looking statistique et de la normalisation progressive de la situation macro-économique, le scénario Baseline constitue le scénario dont les projections macro-économiques sont les plus en ligne avec celles de l'OCDE (projections OCDE datant de juin 2023) et reste donc le scénario considéré comme étant le plus probable.

Compte-tenu de la forte volatilité observée au cours des dernières années (crise du Covid-19, confinements, guerre en Ukraine, crise des semi-conducteurs) et des changements macro-économiques observés en 2022 (accélération de l'inflation), la probabilité d'occurrence du scénario Stability en décembre 2022 a été considérée comme relativement faible. Du fait de la stabilisation progressive de l'environnement économique et de la fin annoncée des cycles de resserrement monétaire, le scénario Stability est désormais considéré comme plus probable qu'il n'était envisagé fin 2022. La pondération de ce scénario a donc été revue à la hausse.

Le scénario Adverse est en revanche beaucoup plus stressé qu'il ne l'était fin 2022 alors que la situation macro-économique tend à se stabiliser et que les prévisions OCDE se rapprochent des prévisions du scénario Baseline. MFS a ainsi décidé de diminuer son poids en moyenne de 10%, les nouvelles projections des indicateurs macro-économiques entre l'OCDE et le scénario Adverse étant moins corrélées et le scénario considéré comme moins probable qu'en décembre 2022.

Retail	FL Scénario Poids - Decembre 2022			FL Scénario Poids - June 2023			Dec 2022 vs June 2023		
	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse
France	0.10	0.65	0.25	0.25	0.65	0.10	0.15	0.00	-0.15
Germany	0.10	0.60	0.30	0.25	0.65	0.10	0.15	0.05	-0.20
Italy	0.10	0.65	0.25	0.25	0.55	0.20	0.15	-0.10	-0.05
UK	0.10	0.65	0.25	0.25	0.60	0.15	0.15	-0.05	-0.10
Brazil	0.55	0.10	0.35	0.20	0.55	0.25	-0.35	0.45	-0.10
Spain	0.10	0.65	0.25	0.25	0.55	0.20	0.15	-0.10	-0.05
Korea	0.10	0.65	0.25	0.25	0.60	0.15	0.15	-0.05	-0.10
Hors G7 (ECLAT)	0.10	0.65	0.25	0.25	0.55	0.20	0.15	-0.10	-0.05

Réseau	FL Scénario Poids - Decembre 2022			FL Scénario Poids - June 2023			Dec 2022 vs June 2023		
	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse
France	0.10	0.65	0.25	0.25	0.65	0.10	0.15	0.00	-0.15
Germany	0.10	0.60	0.30	0.25	0.65	0.10	0.15	0.05	-0.20
Italy	0.10	0.65	0.25	0.25	0.55	0.20	0.15	-0.10	-0.05
UK	0.10	0.65	0.25	0.25	0.60	0.15	0.15	-0.05	-0.10
Brazil	0.55	0.05	0.40	0.20	0.55	0.25	-0.35	0.50	-0.15
Spain	0.10	0.65	0.25	0.25	0.55	0.20	0.15	-0.10	-0.05
Korea							0.00	0.00	0.00
Hors G7 (ECLAT)	0.10	0.65	0.25	0.25	0.55	0.20	0.15	-0.10	-0.05

- Activité financement clientèle

A la suite des changements de pondérations des différents scénarios, la provision forward looking statistique Clientèle s'établit à 109,8 millions d'euros à fin juin 2023, contre 99,6 millions d'euros à fin décembre 2022.

Après les nouvelles prévisions de l'OCDE, les économies françaises et allemandes sont en croissance modérées par rapport à 2022. Nous avons diminué le scénario Adverse à 10% et augmenté le scénario Stability à 25%, justifié par une inflation inférieure et un PIB supérieur par rapport au prévision.

Pour le Royaume-Uni et la Corée, l'inflation continue à diminuer depuis son maximum à fin 2022, la tendance du PIB et taux chômage est légèrement à la baisse et très proche du scénario Baseline. En se basant sur ces éléments le comité Forward Looking décide d'attribuer une pondération d'Adverse à 15% contre 25% en décembre 2022.

Pour l'Italie et l'Espagne, le comité Forward Looking a assigné une pondération de 20% sur le scénario adverse contre 30% en décembre 2022. En effet, malgré des prévisions de ralentissement du PIB, les taux de chômage et d'inflation devraient poursuivre leur amélioration en 2023 et 2024. Le comité Forward Looking considère que le scénario Baseline est le plus probable avec une pondération de 55%.

Les pays plus petits ont historiquement une tendance à prendre plus de temps à réagir à une phase de ralentissement économique. Le comité Forward Looking a décidé d'attribuer 20 % de scénario Adverse et 55 % de Baseline.

L'augmentation significative de provision Forward Looking en Corée et Colombie est justifiée par la dégradation des taux de défaut du premier semestre de 2023, impactant par conséquent la Probabilité de default et Loss Given Default utilisée pour calculer l'ECL des scénarios Stability, Baseline et Adverse. MFS a réagi rapidement pour mettre en œuvre un plan d'actions pour faire face à cette récente augmentation de risque de crédit.

Nous continuons à observer une très forte volatilité sur le PIB et le taux de chômage au cours des dernières années au Brésil. Selon les prévisions, l'économie brésilienne ralentira à 0,8 % en 2023, après avoir augmenté de 2,9 % en 2022,

avant de remonter à 2,0 % en 2024. Plusieurs facteurs tels que le ralentissement de la croissance de l'emploi et le resserrement des conditions de prêt devraient limiter les dépenses de consommation et les investissements. Au fait de l'incertitude économique observée historiquement au Brésil, une prudence de 25% sur le scénario Adverse et 20% sur le scénario Stabilité ont été attribuées.

- Activité financement réseaux :

La pondération de chacun des scénarios a été alignée avec les pondérations observées sur l'activité de financement clientèle.

À la suite de ces changements de pondérations, la provision de Forward Looking statistique Réseaux s'établit à 2,7 millions d'euros contre 1,4 millions d'euros en décembre 2022.

Sensibilité du Forward Looking statistique versus décembre 2022:

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 103,1 millions d'euros.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Baseline conduirait à une augmentation de 7,7 millions d'euros de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Adverse conduirait à une augmentation de 177,3 millions d'euros de cette provision.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 157,3 MEUR contre 147,9 MEUR en décembre 2022

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 06/2023
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	23,5	12,3	2,5	0,9	0,0	0,0	39,2
Brésil	2,7	3,0	2,6	0,3	0,1	0,0	8,7
Italie	6,6	8,7	0,2	0,1	0,0	0,1	15,7
Espagne	13,0	4,0	1,0	0,0	0,0	0,0	18,0
Maroc	5,9	1,7	1,2	0,1	0,1	0,0	9,0
Royaume-Uni	7,9	3,4	0,7	0,1	0,0	0,0	12,1
Allemagne	7,5	7,1	2,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Colombie	3,5	9,6	1,0	0,0	0,0	0,0	14,1
Portugal	1,9	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0	2,6
Autriche	1,1	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	1,5
Pologne	2,3	1,4	0,3	0,1	0,0	0,0	4,1
Corée du sud	5,8	4,7	0,3	0,0	0,0	0,0	10,8
Rep. Tchèque	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9
Autres	1,8	1,2	0,4	0,3	0,1	0,2	4,0
Total	84,3	58,0	12,3	2,1	0,3	0,3	157,3

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2022
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	28,8	16,8	1,2	1,0	0,0	0,0	47,9
Brésil	1,2	1,7	2,3	0,1	0,0		5,4
Italie	7,7	9,1	0,8	(0,0)	(0,0)	0,1	17,7
Espagne	10,9	6,4	1,6			0,1	18,9
Maroc	6,0	2,0	0,6	0,0	0,0	0,0	8,7
Royaume-Uni	9,5	2,7	0,3				12,5
Allemagne	7,3	6,2	0,9			0,0	14,4
Colombie	1,9	4,1	0,4			0,0	6,5
Portugal	1,8	0,8	0,0	0,0	(0,0)	0,0	2,7
Autriche	3,0	0,6	0,0	0,0			3,6
Pologne	2,2	1,2	0,2	0,0	(0,0)	0,0	3,6
Corée du sud	0,9	0,5	0,3				1,7
Rep. Tchèque	0,7	0,1	0,0	0,0			0,8
Autres	1,2	2,4	0,2	0,1	0,0	0,0	3,5
Total	83,1	54,6	8,8	1,2	0,0	0,2	147,9

Provisions d'expertise (ajustements complémentaires hors modèle)

Un ajustement d'expert des provisions peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. Ces ajustements peuvent porter sur le staging ou le montant d'ECL et doivent être justifiés et sont classés en cinq catégories : Clients fragiles, Rentacar / Short Term Rental, Individual, Risk Parameters, Default & unpaid reclassification. Ils représentent au total 90,9 millions d'euros.

Client fragiles

Le risque de crédit spécifique sur les clients ayant bénéficié de reports ou de différés d'échéances pendant la crise Covid-19 est à présent évalué comme faible ou nul, l'ensemble des clients ayant repris le remboursement de leur prêt depuis plus d'un an. Cependant, en Italie où une part importante du portefeuille a pu bénéficier de moratoires de paiement, une expertise a été conservée sur la base d'un screening de la qualité des contreparties par un Crédit Bureau. Le stock de cette expertise représente encore à fin juin 2023 une provision de 5,9 millions d'euros contre 6,4 millions d'euros à fin 2022 sur l'ensemble des pays concernés.

En outre, le dispositif sur les clients fragiles a été étendu et renforcé en 2022 pour permettre la détection précoce des clients Grand Public susceptibles d'être en difficulté, à travers des arbres de décision ou des scores spécifiques à chaque pays. Les clients en bucket 1 qui se sont vus ainsi attribuer un grade de sévérité moyen ou élevé ont alors été couverts au taux du bucket 2. Le stock de cette expertise représente à fin juin 2023 une provision de 12,7 millions d'euros contre 17,4 millions d'euros à fin 2022.

Rentacar / Short Term Rental

Il s'agit d'expertises liées aux sociétés de location courte durée. Le stock de cette expertise représente 1,2 millions d'euros à fin juin 2023 contre 3,7 millions d'euros fin 2022 du fait de la régularisation de deux importantes contreparties en France.

Individual

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises réalisées à partir d'un seuil minimum d'encours. Elles représentent 29,1 millions d'euros à fin juin 2023, en dotation de 9,9 millions d'euros par rapport à fin décembre 2022. Cette dotation est concentrée sur la France. Celle-ci s'explique par un risque plus élevé estimé sur certaines contreparties (dotation de 15 millions d'euros), atténuée par l'amélioration des indicateurs financiers des autres entreprises soumises à la revue individuelle (reprise de 5 millions d'euros).

Risk Parameters

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles. Elles s'élèvent à 11,7 millions d'euros à fin juin 2023 contre 19,6 millions d'euros à fin décembre 2022. La variation est principalement due à une expertise pour couvrir un biais de la méthode de provisionnement concernant la Colombie (expertise négative de 7,3 millions d'euros), où allongement de la durée des prêts n'est pas intégralement prise en compte par le modèle.

Default / Unpaid reclassification

Les expertises de ce type sont liées à la reclassification des encours Bucket 3 en impayés techniques. La France contribue le plus à cette expertise. En effet, suite au passage à la nouvelle définition du défaut (NDoD), un certain nombre de clients restent systématiquement en défaut. Cela est lié à la rétention en B3 du fait de la période probatoire de 3 mois une fois que le client n'a plus d'arriéré. Et plus spécifiquement pour la société Diac Location qui ne dispose pas du statut de banque et pour laquelle il est plus difficile de faire appliquer les règles de délais de paiement. Elles totalisent une diminution de provisions de 9 millions d'euros à fin juin 2023 contre 7,2 millions d'euros fin 2022. La variation d'expertise concerne principalement la France avec l'abandon de la correction des taux de couverture Affacturage 0,6 millions d'euros, la diminution des expertise NDoD en B3 de 0,4 millions d'euros et la diminution de l'expertise taux de couverture NPE minimum de 0,2 millions d'euros.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2023 sont donc identiques à celles détaillées dans la note 4.3.3 de l'annexe aux comptes annuels 2022.

D. Changements de présentation

Au 30 juin 2023, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente sauf celui lié à l'application d'IFRS 17 détaillé dans la section 3-B (ci-dessus).

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Au cours des dernières années, la banque a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 est maintenant présente dans 7 pays différents (France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Brésil, Espagne et Pays-Bas). Elle a permis de créer une ressource alternative de refinancement et constitue aujourd'hui la principale source de financement du groupe.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

La qualité de portefeuille crédit en 2023 (mesurée par le taux de prêt non performants) s'est maintenu à 2.4% des encours clientèles en défaut en juin 2023, identique à décembre 2022. Les encours en défaut ont donc observé la même croissance que l'encours total depuis Décembre 2022.

De plus, en matière de politique d'octroi de crédit, les procédures d'acceptation des particuliers et des entreprises ont été revues. La mise en place des nouvelles règles a démarré sur le 1er semestre 2023 pour les particuliers et démarrera sur le 2nd semestre 2023 pour les entreprises. Ces revues visent à définir des critères d'acceptation de sorte à maintenir une qualité de crédit à la production compatible avec les exigences réglementaires et internes en matière d'appétit au risque. Des règles ont notamment été définies afin d'adapter les critères d'octroi au contexte d'inflation élevée.

Enfin, des ajustements hors modèles totalisant 90,9 millions d'euros ont été retenus. Ils couvrent en particulier, lorsqu'une aggravation du risque de crédit apparaît possible, (i.) des expositions forbornes ayant bénéficié de périodes

sensibles de moratoires en 2020 - 2021 (en Italie), (ii.) des expositions sensibles au risque d'inflation en se basant sur la distribution de revenus disponibles et une estimation de l'augmentation du coût de la vie en ligne avec l'inflation et l'augmentation des coûts de l'énergie et (iii.) des clients identifiés comme fragiles à l'aide de données externes (au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie) ou de scores internes (en France, en Allemagne). L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond.

Le groupe Mobilize Financial Services conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts en Banque Centrale, de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 30.06.2023.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, le groupe a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

Environnement macroéconomique

Les Banques Centrales ont poursuivi leurs resserrements monétaires afin de lutter contre une inflation persistante. Le premier semestre 2023 a été marqué par un retour de la volatilité sur les marchés financiers et des périodes d'aversion au risque, notamment à la suite des difficultés rencontrées par certaines banques régionales américaines. Le repli de l'inflation constaté à la fin du premier semestre aux USA a conduit la FED à laisser ses taux inchangés lors de sa réunion de politique monétaire de juin. En zone Euro, la BCE a relevé ses prévisions d'inflation et maintenu son cycle haussier.

Aux États-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'à mai (+75bps de hausse depuis décembre 22, +500bps depuis mars 2022). Les créations de poste sont restées supérieures aux prévisions et le taux de chômage se maintient à des niveaux bas (3,6 % à fin juin). L'inflation reste élevée à 3% en juin 2023 mais s'améliore progressivement (5% en mars, 6% en février et 6,4% en janvier).

La hausse des taux a fragilisé les bilans de certaines banques qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins values latentes, ce qui a conduit les autorités américaines à mettre en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Les marchés financiers ont alors connu en milieu de semestre une phase de volatilité et d'aversion au risque.

L'amélioration des statistiques en mai (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi), le déblocage du plafond de la dette US et l'engagement des baisses de dépense gouvernementales futures ont conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion du 13 juin. La prolongation de cette pause en juillet reste en revanche conditionnée aux prochaines statistiques (inflation, emploi).

En Europe, la BCE a augmenté son taux directeur de 150 bps au cours du premier semestre 2023 (+ 400bps depuis le début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 milliards d'euros par mois en moyenne. Comme aux États Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

Alors même que l'inflation commençait à ralentir depuis mai (5,5% en juin, 6,1% en contre 8,6 % en janvier), la BCE a revu à la hausse ses prévisions d'inflation en juin, lors de sa dernière réunion de politique monétaire (5,1% en 2023 vs 4,6% précédemment, 3,0% en 2024 vs 2,5% et 2,3% en 2025 vs 2,2%) et relevé ses taux directeurs de 25bps tout en indiquant une très probable nouvelle hausse des taux en juillet. La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et financière devrait inciter la BCE à marquer une pause après la décision de juillet même si ces décisions seront dépendantes des statistiques d'inflation et d'emploi.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé son taux directeur de 150bps sur le premier semestre 2023, le portant à 5%, soit une hausse totale de 490bps depuis le début du cycle de resserrement monétaire en décembre 2021. Constatant la persistance d'une inflation élevée et des tensions sur le marché de l'emploi, la BOE a relevé ses taux de 50 bp en juin, une hausse supérieure aux attentes du marché.

Les rendements des obligations Allemandes à 2 ans ont progressé de 43bps pour s'établir à 3,19% contre 2,76% à fin 2022. En parallèle, le taux des emprunts d'état Allemands à 10 ans s'établit à 2,39% fin juin contre 2,57% à fin décembre 2022. Cette baisse traduit les anticipations d'un recul de l'inflation.

Les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +15,9% depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bp, l'indice termine le semestre à 96,6 bps, un niveau très proche de celui observé fin décembre dernier.

5. REFINANCEMENT

Dans ce contexte, le groupe a émis l'équivalent de 2,5 milliards d'euros sur le marché obligataire au premier semestre 2023. Il a notamment lancé son deuxième emprunt obligataire vert pour 750 millions d'euros. Le succès rencontré par cette transaction démontre que la stratégie ESG du groupe est appréciée par le marché et confirme l'engagement de MFS dans la lutte contre le changement climatique. Le groupe a également émis 200 millions de francs suisses à 5 ans et deux tranches de 750 millions d'euros à respectivement 3,5 et 4 ans.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour 719 millions d'euros de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale Allemande. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni et de leasing en Allemagne ont vu leurs périodes revolving étendues pour une année supplémentaire et leur montant légèrement augmenter pour atteindre 600 millions de livre sterling au Royaume-Uni et de 400 millions d'euros en Allemagne.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée très dynamique et très compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les dépôts ont permis d'atténuer l'impact de l'augmentation du coût des financements de marché, démontrant ainsi la pertinence de la stratégie de diversification des financements initiée il y a 10 ans. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 2,2 milliards d'euros depuis le début d'année pour s'établir à 26,7 milliards d'euros.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 milliards d'euros de lignes bancaires confirmées non tirées, 5,1 milliards d'euros de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 3,7 milliards d'euros d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent au groupe Mobilize Financial Services d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant 12 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 30 juin 2023, la réserve de liquidité du groupe Mobilize Financial Services (périmètre Europe) s'établit à 13,3 milliards d'euros.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2023, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Toutes les données 2022 présentées dans les notes sur les comptes consolidés incluent l'impact de l'application de la norme IFRS 17.

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2023
Encours productif moyen	38 179	10 306		48 485
Produit net bancaire	756	190	28	974
Résultat brut d'exploitation	468	157	(11)	614
Résultat d'exploitation	368	157	(11)	514
Résultat avant impôts	341	157	(11)	487

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2022
Encours productif moyen	36 936	6 443		43 379
Produit net bancaire	1 557	215	244	2 016
Résultat brut d'exploitation	1 033	160	185	1 378
Résultat d'exploitation	817	181	185	1 183
Résultat avant impôts	662	181	182	1 025

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2022
Encours productif moyen	36 680	5 686		42 366
Produit net bancaire	776	86	132	994
Résultat brut d'exploitation	510	62	81	653
Résultat d'exploitation	401	66	81	548
Résultat avant impôts	293	66	82	441

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

Note 2 : Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Caisse et Banques centrales	3 783	5 836
Caisse et Banques centrales	3 783	5 836
Créances à terme sur Banques centrales	11	38
Créances rattachées	11	38
Total des Caisse et Banques centrales	3 794	5 874

Note 3 : Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	06/2023		12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	57	55	105	29
Instruments dérivés de taux	49	18	91	5
Instruments dérivés de change	8	37	14	24
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	313	335	329	322
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	1	321		315
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	312	14	329	7
Total des instruments dérivés	370	390	434	351

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

L'impact de la variation de juste valeur des dérivés utilisés en couverture de flux de trésorerie est de -13 millions d'euros au S1 2023. Cet impact expliqué par l'amortissement des swaps de tradings réalisés en 2022 compensé partiellement par les hausses des taux constatés au S1 2023 est inclus dans le poste Opérations de couverture de flux de trésorerie de l'état de résultat global consolidé.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Dans le cadre de la couverture des dépôts à vue modélisés à taux variable (Dépôts et TLTRO), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS9. Ces dérivés ont été classés aux actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par résultat. Le produit net bancaire a été impacté par un effet de valorisation de ces swaps de -37 millions d'euros. Cet impact est expliqué par l'amortissement des swaps de tradings réalisés en 2022 qui avait alors bénéficié de la hausse des taux.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2023	D'entreprises liées
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 455			1 455	
Achats	1 405			1 405	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	17			17	
Emprunts	17			17	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	42	137		179	
Emprunts	41	136		177	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	10 293	11 822	250	22 365	
Emprunteurs	10 293	11 822	250	22 365	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2022	D'entreprises liées
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 489			1 489	
Achats	1 451			1 451	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	1			1	
Emprunts	1			1	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	122	136		258	
Emprunts	122	137		259	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	11 172	12 628	250	24 050	
Emprunteurs	11 172	12 628	250	24 050	

Note 4 : Actifs financiers

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (**)	502	521
Effets publics et valeurs assimilées	353	401
Obligations et autres titres à revenus fixes	149	119
Participations dans les sociétés non consolidées		1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	139	119
Titres à revenus variables	36	36
Obligations et autres titres à revenus fixes	72	71
Participations dans les sociétés non consolidées	31	12
Total des actifs financiers (*)	641	640
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>31</i>	<i>13</i>
<i>(**) Dont actifs financiers dédiés à l'assurance</i>	<i>197</i>	<i>180</i>

La hausse des participations dans les sociétés non consolidées est expliquée par l'augmentation de capital de la société Mobilize Insurance en 2023.

Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances à vue sur les établissements de crédit	1 554	1 638
Comptes ordinaires débiteurs	1 499	1 589
Prêts au jour le jour	55	49
Créances à terme sur les établissements de crédit	114	52
Comptes et prêts à terme en bucket 1	114	27
Comptes et prêts à terme en bucket 2		25
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	1 668	1 690
<i>(*) Dont entreprises liées</i>		<i>2</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 961 millions d'euros à fin juin 2023 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Prêts et créances sur la clientèle	52 409	48 631
Opérations avec la clientèle	36 627	33 901
Opérations de location financière	15 782	14 730
Opérations de location opérationnelle	1 516	1 383
Total opérations avec la clientèle et assimilées	53 925	50 014

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 223 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 238 millions d'euros au 31 décembre 2022. Elle est dépréciée à hauteur de 63 millions d'euros au 31 juin 2023 contre 78 millions d'euros au 31 décembre 2022.

6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances sur la clientèle	36 808	34 046
Affacturage sain	465	217
Affacturage dégradé depuis l'origination	4	7
Autres créances commerciales saines	4	3
Autres crédits sains à la clientèle	33 358	31 038
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	1 823	1 729
Comptes ordinaires débiteurs sains	456	375
Créances en défaut	698	677
Créances rattachées sur clientèle	124	80
Autres crédits à la clientèle en non défaut	46	41
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	75	36
Créances en défaut	3	3
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	530	560
Etalement des frais de dossiers et divers	(33)	(59)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(310)	(265)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	873	884
Dépréciation des créances sur la clientèle	(835)	(785)
Dépréciation sur créances saines	(161)	(151)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(123)	(110)
Dépréciation des créances en défaut	(422)	(409)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(129)	(115)
Total net des créances sur la clientèle	36 627	33 901

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan. La dépréciation de la valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances sur opérations de location financière	15 958	14 878
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	13 997	13 029
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 576	1 512
Créances en défaut	385	337
Créances rattachées sur opérations de location financière	8	8
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	7	7
Créances en défaut	1	1
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	143	162
Etalement des frais de dossiers et divers	22	28
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(278)	(229)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	399	363
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(327)	(318)
Dépréciation sur créances saines	(69)	(79)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(85)	(75)
Dépréciation des créances en défaut	(172)	(163)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(1)	(1)
Total net des créances sur opérations de location financière	15 782	14 730

6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Immobilisations données en location	1 538	1 402
Valeur brute des immobilisations données en location	2 350	2 148
Amortissements sur immobilisations données en location	(812)	(746)
Créances sur opérations de location opérationnelle	19	19
Créances saines et dégradées depuis l'origine	15	12
Créances en défaut	12	13
Produits et charges restant à étaler	(8)	(6)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(41)	(38)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(1)	
Dépréciation des créances en défaut	(9)	(9)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(31)	(29)
Total net des opérations de location opérationnelle (*)	1 516	1 383
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(2)</i>	<i>(1)</i>

Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2023
Valeur brute	42 719	11 813	596	55 128
Créances saines	38 433	11 586	594	50 613
<i>En % du total des créances</i>	<i>90,0%</i>	<i>98,1%</i>	<i>99,7%</i>	<i>91,8%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 240	176		3 416
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,6%</i>	<i>1,5%</i>		<i>6,2%</i>
Créances en défaut	1 046	51	2	1 099
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,4%</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,3%</i>	<i>2,0%</i>
Dépréciation	(1 152)	(48)	(3)	(1 203)
Dépréciation créances saines	(368)	(22)	(2)	(392)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>31,9%</i>	<i>45,8%</i>	<i>66,7%</i>	<i>32,6%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(203)	(5)		(208)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>17,6%</i>	<i>10,4%</i>		<i>17,3%</i>
Dépréciation créances en défaut	(581)	(21)	(1)	(603)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>50,4%</i>	<i>43,8%</i>	<i>33,3%</i>	<i>50,1%</i>
Taux de couverture	2,7%	0,4%	0,5%	2,2%
<i>Créances saines</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,3%</i>	<i>0,8%</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>6,3%</i>	<i>2,8%</i>		<i>6,1%</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>55,5%</i>	<i>41,2%</i>	<i>50,0%</i>	<i>54,9%</i>
Total des valeurs nettes (*)	41 567	11 765	593	53 925

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

(2) 518 264 780

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2022
Valeur brute	40 154	10 477	524	51 155
Créances saines	36 083	10 261	522	46 866
<i>En % du total des créances</i>	<i>89,9%</i>	<i>97,9%</i>	<i>99,6%</i>	<i>91,6%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 091	167		3 258
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,7%</i>	<i>1,6%</i>		<i>6,4%</i>
Créances en défaut	980	49	2	1 031
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,4%</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,4%</i>	<i>2,0%</i>
Dépréciation	(1 091)	(48)	(2)	(1 141)
Dépréciation créances saines	(354)	(20)	(1)	(375)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>32,4%</i>	<i>41,7%</i>	<i>50,0%</i>	<i>32,9%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(179)	(6)		(185)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>16,4%</i>	<i>12,5%</i>		<i>16,2%</i>
Dépréciation créances en défaut	(558)	(22)	(1)	(581)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>51,1%</i>	<i>45,8%</i>	<i>50,0%</i>	<i>50,9%</i>
Taux de couverture	2,7%	0,5%	0,4%	2,2%
<i>Créances saines</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,8%</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>5,8%</i>	<i>3,6%</i>		<i>5,7%</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>56,9%</i>	<i>44,9%</i>	<i>50,0%</i>	<i>56,4%</i>
Total des valeurs nettes (*)	39 063	10 429	522	50 014

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

1 489 207 697

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2022 a été conservée (voir section 3-C Estimations et jugements).

- sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustements hors modèle, concernant principalement a) des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement, et b) des clients sous moratoires expirés forbornes.

L'approfondissement de l'analyse des situations à travers des données externes et / ou un recul plus conséquent permettant maintenant d'apprécier le comportement des encours passés par des moratoires plus longs, entraîne un déclassement appliqué les années précédentes, de 23 millions d'euros en Italie (forbearance) et de 2,5 millions d'euros au Maroc.

- Dans le provisionnement des mêmes créances ; il s'agit d'ajustements hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés).

Concernant les ajustements sur les expositions Corporate faisant l'objet de revues individuelles, une dotation significative a été effectuée en France pour 9,1 millions d'euros.

De la même manière qu'au 31 décembre 2022, la revue de la provision Forward Looking clientèle a été réalisée en juin 2023. La partie Forward Looking statistique a résulté en une dotation de 10 millions d'euros. La partie sectorielle qui couvre les segments de clientèle jugés plus particulièrement à risque pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable a résulté en une reprise de 2 millions d'euros. Les encours concernés s'élèvent à 1 605 millions d'euros. Là aussi l'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement au taux constaté sur les encours des mêmes segments comptabilisés en bucket 2. Pour les clients Particuliers qui travaillent dans ces secteurs d'activité, les encours concernés en France et au Royaume-Uni sont couverts au taux du bucket 2 et s'élèvent à 658 millions d'euros.

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement du bucket 1 reste stable à 0,6%. Le taux de provisionnement du bucket 2 a augmenté de 5,8% à 6,3% sous l'effet défavorable du paramètre PD lifetime de la Corée, de l'Espagne et de la LGD au Royaume-Uni.

Sur l'activité clientèle, en 2023, les baisses de LGD sur le Brésil, l'Italie ainsi que les ventes de portefeuille compromis de l'Italie et de la Corée respectivement d'un encours de 16,8 millions d'euros à un taux de couverture de 77,3% et de 4 millions d'euros à un taux de couverture de 90% expliquent la baisse du taux de provisionnement du B3 à 55,3% contre 57,3% à fin décembre 2022.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable, le taux de couverture du bucket 2 est à 2,8% à fin mai 2023 vs 3,6% à fin décembre 2022, amélioration liée principalement à l'évolution positive de la distribution des encours par classe de risque. Sur le bucket 3 le taux de couverture est à 41,2% vs 44,9% à fin décembre 2022, évolution expliquée notamment par la baisse du taux de couverture en Espagne (LGD plus basse compte tenu de la maturité dans le défaut due à l'entrée en Défaut sur le mois de mai d'une contrepartie), baisse du taux de couverture au Brésil avec l'entrée en Défaut sur la période de 2 contreparties avec des encours couverts en totalité par garantie.

Note 7.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2022	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	06/2023
Créances saines	46 866	32 215	(1 216)	(27 252)		50 613
Créances dégradées depuis l'origination	3 258		880	(722)		3 416
Créances en défaut	1 031		336	(180)	(88)	1 099
Total opérations avec la clientèle (VB)	51 155	32 215		(28 154)	(88)	55 128

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

Note 7.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2022	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2023
Dépréciation sur créances saines (*)	375	60	(41)	(114)	106	6	392
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	185	18	(20)	(5)	27	3	208
Dépréciation des créances en défaut	581	29	(133)	119	(5)	12	603
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	1 141	107	(194)		128	21	1 203

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL ...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Les dépréciations sur créances saines augmentent du fait de la contribution des augmentations de nouvelles productions France, Espagne et Royaume-Uni et en moindre mesure Italie.

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 162 millions d'euros au 30/06/2023 contre 144 millions d'euros au 31/12/2022.

Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances d'impôts et taxes fiscales	576	386
Actifs d'impôts courants	84	41
Actifs d'impôts différés	242	220
Créances fiscales hors impôts courants	250	125
Comptes de régularisation et actifs divers	1 397	978
Créances sociales	1	1
Autres débiteurs divers	874	537
Comptes de régularisation actif	106	84
Autres actifs	5	3
Valeurs reçues à l'encaissement	411	353
Contrats d'assurance et réassurance actifs	25	36
Contrats de réassurance détenus	25	36
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	1 998	1 400
(*) Dont entreprises liées	385	223

Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**9.1 - Banques centrales**

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Comptes et emprunts à terme	2 978	3 711
Dettes rattachées	27	4
Total Banques centrales	3 005	3 715

9.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Dettes à vue envers les établissements de crédit	324	183
Comptes ordinaires créditeurs	21	12
Emprunts au jour le jour	2	
Autres sommes dues	301	171
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 192	1 829
Comptes et emprunts à terme	2 073	1 734
Dettes rattachées	119	95
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 516	2 012

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

9.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Comptes créditeurs de la clientèle	27 530	25 367
Comptes ordinaires créditeurs	248	256
Comptes créditeurs à terme	701	701
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires (**)	18 678	17 647
Dépôts à terme de la clientèle (**)	7 903	6 763
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	258	106
Autres sommes dues à la clientèle	141	60
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	14	14
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme	1	1
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	35	14
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	67	17
Total des dettes envers la clientèle (*)	27 788	25 473
(*) Dont entreprises liées	742	769
(**) Dont couverts par un régime de garantie des dépôts	Meur 23 742	21 764
	% 89,3%	89,2%

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 700 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Group.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni, en mars 2019 au Brésil, et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. Le Groupe a déployé en juillet 2021 son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

La collecte de dépôts a progressé de 2 243 millions d'euros (dont 1054 millions d'euros de dépôts à vue et 1 190 millions d'euros de dépôts à terme) au 1er semestre 2023, pour atteindre 26 684 millions d'euros (dont 18 715 millions d'euros de dépôts à vue et 7 969 millions d'euros de dépôts à terme), classés en autres dettes porteuses d'intérêts. 89,3% de ces dépôts sont couverts par un régime de garantie des dépôts en fin juin 2023 contre 89,2% en fin 2022.

9.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Titres de créances négociables (1)	1 492	1 221
Certificats de dépôt	1 269	1 013
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	176	175
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	47	33
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 826	3 319
Autres dettes représentées par un titre	3 822	3 317
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	4	2
Emprunts obligataires et assimilés	13 206	13 568
Emprunts obligataires	12 934	13 369
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	272	199
Total des dettes représentées par un titre	18 524	18 108

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco

RCI Brasil S.A., RCI Banque S.A. Succursale Italiana, RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento et Diac S.A.

- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd), espagnole (RCI Banque S.A. Sucursal en Espana) française (Diac S.A.) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

Note 10 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Dettes d'impôts et taxes fiscales	1 106	1 032
Passifs d'impôts courants	191	108
Passifs d'impôts différés	889	899
Dettes fiscales hors impôts courants	26	25
Comptes de régularisation et passifs divers	1 952	2 004
Dettes sociales	57	64
Autres créditeurs divers	1 021	952
Dettes sur actifs loués	66	69
Comptes de régularisation passif	505	508
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	290	400
Comptes d'encaissement	13	11
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	3 058	3 036
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	221	119

Le poste autres créditeurs divers, intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

Note 11 : Passif sur contrats d'assurance émis**Réserves techniques d'assurance par composants**

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	32	3	1	36
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	186	(19)	(333)	(166)
Solde net d'ouverture au 01/01/2023	218	(16)	(332)	(130)
Changements liés aux services actuels	28	(1)	96	123
CSM reconnu pour les services rendus			96	96
Modification de l'ajustement du risque		(1)		(1)
Ajustements d'expérience	28			28
Changements liés aux services futurs	102	(3)	(54)	45
Contrats initialement comptabilisés dans l'exercice	102	(3)	(54)	45
Changements liés aux services passés	1	2	2	5
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	4		1	5
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	(3)	2	1	
Résultat du service d'assurance	131	(2)	44	173
Produits et charges des contrats de réassurance			(1)	(1)
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(3)		(6)	(9)
Autres mouvements	(3)		(6)	(9)
Total Variations du compte de résultat et OCI	128	(2)	37	163
Flux de trésorerie	(143)		(37)	(180)
Primes et impôts sur les primes reçus	(246)		50	(196)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	27		(4)	23
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	76		(83)	(7)
Solde net de clôture au 30/06/2023	203	(18)	(332)	(147)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	23	2		25
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	180	(20)	(332)	(172)

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	57	3		60
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	155	(13)	(274)	(132)
Solde net d'ouverture au 01/01/2022	212	(10)	(274)	(72)
Changements liés aux services actuels	(14)	(1)	170	155
CSM reconnu pour les services rendus			170	170
Modification de l'ajustement du risque		(1)		(1)
Ajustements d'expérience	(14)			(14)
Changements liés aux services futurs	374	(6)	(230)	138
Contrats initialement comptabilisés sur la période	317	(6)	(174)	137
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	57		(56)	1
Changements liés aux services passés	1			1
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	2	(2)		
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	(1)	2		1
Résultat du service d'assurance	361	(7)	(60)	294
Produits et charges des contrats de réassurance			1	1
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(12)	1	1	(10)
Autres mouvements	(12)	1	1	(10)
Total Variations du compte de résultat et OCI	349	(6)	(58)	285
Flux de trésorerie	(343)			(343)
Primes et impôts sur les primes reçus	(398)			(398)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	51			51
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	4			4
Solde net de clôture au 31/12/2022	218	(16)	(332)	(130)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	32	3	1	36
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	186	(19)	(333)	(166)

Réserves techniques d'assurance par couvertures

En millions d'euros	Passif pour couverture restante Hors perte	Passif pour couverture restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	21	(1)	16	36
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(99)		(67)	(166)
Solde net d'ouverture au 01/01/2023	(78)	(1)	(51)	(130)
Total des revenus d'assurance	196			196
Marge reconnue pour les services fournis	96			96
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	2			2
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	23			23
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	7			7
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	68			68
Total des dépenses des services d'assurance	3		(26)	(23)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres			(31)	(31)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses			(5)	(5)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			1	1
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	3			3
Changements des services passés			9	9
Résultat du service d'assurance	199		(26)	173
Produits et charges des contrats de réassurance	(1)			(1)
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(9)			(9)
Autres mouvements	(9)			(9)
Total Variations du compte de résultat et OCI	189		(26)	163
Flux de trésorerie	(203)		23	(180)
Primes et impôts sur les primes reçus	(196)			(196)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées			23	23
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	(7)			(7)
Solde net de clôture au 30/06/2023	(92)	(1)	(54)	(147)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	15	(1)	11	25
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(107)		(65)	(172)

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	32	3	1	36
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	186	(19)	(333)	(166)
Solde net d'ouverture au 01/01/2023	218	(16)	(332)	(130)
Changements liés aux services actuels	28	(1)	96	123
CSM reconnu pour les services rendus			96	96
Modification de l'ajustement du risque		(1)		(1)
Ajustements d'expérience	28			28
Changements liés aux services actuels	102	(3)	(54)	45
Contrats initialement comptabilisés dans l'exercice	102	(3)	(54)	45
Changements liés aux services passés	1	2	2	5
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	4		1	5
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	(3)	2	1	
Résultat du service d'assurance	131	(2)	44	173
Produits et charges des contrats de réassurance			(1)	(1)
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(3)		(6)	(9)
Autres mouvements	(3)		(6)	(9)
Total Variations du compte de résultat et OCI	128	(2)	37	163
Flux de trésorerie	(143)		(37)	(180)
Primes et impôts sur les primes reçus	(246)		50	(196)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	27		(4)	23
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	76		(83)	(7)
Solde net de clôture au 30/06/2023	203	(18)	(332)	(147)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	23	2		25
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	180	(20)	(332)	(172)

Note 12 : Provisions

En millions d'euros	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2023
			Utilis ées	No n Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	45	20	(1)	(15)	(3)	46
Provisions sur engagement par signature (**)	11	14		(12)	(2)	11
Provisions pour risques de litiges	9				(6)	3
Autres provisions	25	6	(1)	(3)	5	32
Provisions sur opérations non bancaires	143	18	(11)		5	155
Provisions pour engagements de retraite et ass.	37	3	(5)		1	36
Provisions pour restructurations	22	3	(6)			19
Provisions pour risques fiscaux et litiges	79	12			4	95
Autres provisions	5					5
Total des provisions	188	38	(12)	(15)	2	201

(*) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(**) *Provisions sur engagement de signature* = Concernent essentiellement des engagements de financement

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Les provisions pour risques de litiges concernent les frais des dossiers facturés aux sociétés commerciales. La dotation de provisions pour risques fiscaux et litiges en 2023 est liée à redressement de TVA de la succursale Italienne et un correctif de TVA chez Diac Location S.A..

Note 13 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2023
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	1 141	275	(148)	(86)	21	1 203
Opérations avec la clientèle	1 141	275	(148)	(86)	21	1 203
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>375</i>	<i>126</i>	<i>(63)</i>	<i>(52)</i>	<i>6</i>	<i>392</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>185</i>	<i>69</i>	<i>(28)</i>	<i>(21)</i>	<i>3</i>	<i>208</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>581</i>	<i>80</i>	<i>(57)</i>	<i>(13)</i>	<i>12</i>	<i>603</i>
Provisions sur opérations non bancaires	2					2
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	2					2
Provisions sur opérations bancaires	20	14		(12)	(8)	14
Provisions sur engagement par signature	11	14		(12)	(2)	11
Provisions pour risques de litiges	9				(6)	3
Total couverture des risques de contreparties	1 163	289	(148)	(98)	13	1 219

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

Note 14 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Dettes évaluées au coût amorti	861	872
Titres subordonnés	856	856
Dettes rattachées sur titres subordonnés	5	16
Dettes évaluées à la juste valeur	13	14
Titres participatifs	13	14
Total des dettes subordonnées	874	886

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 15 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2023
Actifs financiers	15 140	17 493	25 687	562	58 882
Caisse et Banques centrales	3 784	1	9		3 794
Instruments dérivés	8	116	246		370
Actifs financiers	216	95	191	139	641
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 668				1 668
Prêts et créances sur la clientèle	9 464	17 281	25 241	423	52 409
Passifs financiers	23 060	7 295	20 530	2 212	53 097
Banques centrales	508	520	1 977		3 005
Instruments dérivés	35	41	309	5	390
Dettes envers les établissements de crédit	714	650	1 152		2 516
Dettes envers la clientèle	19 948	3 288	3 852	700	27 788
Dettes représentées par un titre	1 855	2 788	13 240	641	18 524
Dettes subordonnées		8		866	874

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2022
Actifs financiers	16 691	16 386	23 676	516	57 269
Caisse et Banques centrales	5 836	31	7		5 874
Instruments dérivés	42	76	316		434
Actifs financiers	160	205	155	120	640
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 690				1 690
Prêts et créances sur la clientèle	8 963	16 074	23 198	396	48 631
Passifs financiers	21 752	9 059	17 515	2 219	50 545
Banques centrales	4	1 750	1 961		3 715
Instruments dérivés	19	23	301	8	351
Dettes envers les établissements de crédit	446	594	972		2 012
Dettes envers la clientèle	18 907	2 573	3 293	700	25 473
Dettes représentées par un titre	2 361	4 119	10 988	640	18 108
Dettes subordonnées	15			871	886

La valeur comptable du collatéral présentée à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2023 à 7 549 millions d'euros, soit 6 641 millions d'euros en titres de véhicules de titrisation et 907 millions d'euros en créances privées.

Le groupe a accès au programme TLTRO III, et a réalisé trois tirages au cours de l'année 2020 :

- 750 millions d'euros qui ont été remboursés sur le mois de juin 2023
- 500 millions d'euros à maturité septembre 2023
- 500 millions d'euros à maturité décembre 2023.

Deux nouveaux tirages ont été réalisés au cours de l'année 2021 :

- 750 millions d'euros à maturité septembre 2024
- 750 millions d'euros à maturité décembre 2024

Pour rappel, le groupe a choisi d'appliquer IFRS9 aux tirages effectués sur le programme TLTRO III, en considérant que le taux fixé par le BCE est un taux de marché. Le taux d'intérêt effectif des tirages prend en compte l'atteinte par

le groupe des objectifs d'octroi de crédit fixés pour la période de référence se terminant au mois de mars 2021. L'atteinte de ces objectifs a été confirmée par la BCE au mois de septembre 2021.

Compte tenu de ses anticipations initiales, le groupe n'avait pas intégré dans ses estimations l'atteinte des objectifs d'octroi de crédit sur la période spéciale de référence additionnelle. De ce fait et en application des dispositions actuelles d'IFRS9, l'atteinte- des objectifs d'octroi de crédit concernant la période spéciale de référence additionnelle (octobre 2020 – décembre 2021) a donné lieu à un ajustement de la valeur des lignes de dettes liées au TLTRO de 14 millions d'euros en juin 2022.

Le taux d'intérêt applicable à ces financements est désormais calculé sur la base de la moyenne des taux des facilités de dépôts (Dépôt Facility Rate) de la Banque Centrale Européenne.

Programme TFSME

Le groupe a également pu bénéficier du programme TFSME émis par la Banque d'Angleterre en 2020 et a pu effectuer en 2021 des tirages cumulés de 409,3 millions de livre sterling arrivant à maturité en septembre et en octobre 2025.

Le taux d'intérêt applicable est calculé sur la base du taux de base de la Banque d'Angleterre (5% au 30 juin 2023) plus une marge de 0,25%.

Pour rappel, le Groupe a appliqué IFRS9 à ces financements, en considérant ce taux ajustable comme un taux de marché applicable à toutes les banques bénéficiant du programme TFSME.

**Note 16 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs**

En millions d'euros - 30/06/2023	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	58 882	610	5 832	51 718	58 160	(722)
Caisse et Banques centrales	3 794		3 794		3 794	
Instruments dérivés	370		370		370	
Actifs financiers	641	610		31	641	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 668		1 668		1 668	
Prêts et créances sur la clientèle	52 409			51 687	51 687	(722)
Passifs financiers	53 097	13	53 089		53 102	(5)
Banques centrales	3 005		3 082		3 082	(77)
Instruments dérivés	390		390		390	
Dettes envers les établissements de crédit	2 516		2 516		2 516	
Dettes envers la clientèle	27 788		27 788		27 788	
Dettes représentées par un titre	18 524		18 554		18 554	(30)
Dettes subordonnées	874	13	759		772	102

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

En millions d'euros - 31/12/2022	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	57 269	627	7 998	48 317	56 942	(327)
Caisse et Banques centrales	5 874		5 874		5 874	
Instruments dérivés	434		434		434	
Actifs financiers	640	627		13	640	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 690		1 690		1 690	
Prêts et créances sur la clientèle	48 631			48 304	48 304	(327)
Passifs financiers	50 545	15	50 414		50 429	116
Banques centrales	3 715		3 760		3 760	(45)
Instruments dérivés	351		351		351	
Dettes envers les établissements de crédit	2 012		1 986		1 986	26
Dettes envers la clientèle	25 473		25 473		25 473	
Dettes représentées par un titre	18 108		18 085		18 085	23
Dettes subordonnées	886	15	759		774	112

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2022 et au 30 juin 2023 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 17 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2023	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 572		1 572	347	891		334
Dérivés	370		370	347			23
Créances de financements Réseau (1)	1 202		1 202		891		311
Passifs	390		390	347			43
Dérivés	390		390	347			43

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 749 millions d'euros à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 693 millions d'euros par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 453 millions d'euros aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 199 millions d'euros par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2022	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 346		1 346	334	720		292
Dérivés	434		434	334			100
Créances de financements Réseau (1)	912		912		720		192
Passifs	351		351	334			17
Dérivés	351		351	334			17

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 538 millions d'euros à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 531 millions d'euros par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 374 millions d'euros aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 189 millions d'euros par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Note 18 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Engagements de financement	4 145	4 209
Engagements en faveur de la clientèle	4 145	4 209
Engagements de garantie	255	305
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	188	140
Engagements d'ordre de la clientèle	67	165
Autres engagements donnés	110	86
Engagements sur locations mobilières et immobilières	110	86
Total des engagements donnés (*)	4 510	4 600
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	7	3

La ligne « Engagements d'ordre d'établissements de crédit » intègre l'engagement donnée par RCI Banque S.A. à Unicredit afin de couvrir le put sur minoritaire pour un montant de 16 millions d'euros à fin juin 2023.

Note 19 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Engagements de financement	4 652	4 714
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 652	4 714
Engagements de garantie	20 222	18 242
Engagements reçus d'établissements de crédit	176	175
Engagements reçus de la clientèle	6 872	6 511
Engagements de reprise reçus	13 174	11 556
Autres engagements reçus	110	88
Autres engagements reçus	110	88
Total des engagements reçus (*)	24 984	23 044
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5 811</i>	<i>5 869</i>

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 31 juin 2023 de 4 652 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 5 037 millions d'euros d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne ou de la Banque d'Angleterre (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 20 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Intérêts et produits assimilés	1 979	1 386	2 965
Opérations avec les établissements de crédit **	216	46	154
Opérations avec la clientèle	1 251	912	1 950
Opérations de location financière	402	356	730
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	82	52	80
Intérêts courus et échus des instruments financiers	28	20	51
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(400)	(413)	(813)
Opérations avec la clientèle	(279)	(309)	(603)
Opérations de location financière	(121)	(104)	(210)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 579	973	2 152
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	325	265	546

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 21 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Opérations avec les établissements de crédit	(220)	(117)	(240)
Opérations avec la clientèle	(260)	(44)	(158)
Opérations de location financière	(3)	(4)	(8)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(72)	(22)	(31)
Charges sur dettes représentées par un titre	(355)	(177)	(429)
Autres intérêts et charges assimilées	(10)	(8)	(17)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(920)	(372)	(883)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(10)		(3)

Note 22 : Commissions

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Produits sur commissions	376	342	679
Commissions	16	10	20
Frais de dossiers	10	7	17
Commissions sur activités de services	74	60	126
Commissions de courtage d'assurance	30	31	61
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	138	125	244
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	78	74	150
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	30	35	61
Charges sur commissions	(184)	(148)	(311)
Commissions	(23)	(14)	(31)
Commissions sur les activités de services	(58)	(49)	(98)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(25)	(22)	(47)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(62)	(50)	(108)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(16)	(13)	(27)
Total des commissions nettes (*)	192	194	368
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>10</i>	<i>5</i>	<i>9</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 23 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Autres produits d'exploitation bancaire	347	280	573
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	165	131	258
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	61	21	49
Opérations de location opérationnelle	164	140	295
Autres produits d'exploitation bancaire	18	9	20
dont reprise de provisions pour risques bancaires	4	2	7
Autres charges d'exploitation bancaire	(336)	(283)	(561)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(168)	(114)	(229)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(77)	(30)	(67)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(34)	(47)	(85)
Opérations de location opérationnelle	(115)	(104)	(213)
Autres charges d'exploitation bancaire	(19)	(18)	(34)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(6)	(5)	(8)
Autres produits et charges d'exploitation	5		13
Autres produits d'exploitation	12	4	28
Autres charges d'exploitation	(7)	(4)	(15)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	16	(3)	25
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	4	2	2

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 22.

Note 24 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Frais de personnel	(175)	(180)	(360)
Rémunération du personnel	(118)	(112)	(231)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(15)	(9)	(22)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies	3		(1)
Autres charges sociales	(37)	(36)	(77)
Autres charges de personnel	(8)	(23)	(29)
Autres frais administratifs	(177)	(151)	(258)
Impôts et taxes hors IS	(49)	(43)	(54)
Loyers	(5)	(4)	(7)
Autres frais administratifs	(123)	(104)	(197)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(352)	(331)	(618)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	<i>4</i>	<i>11</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel pour un montant de 4 millions d'euros au 30 juin 2023 contre une charge de 18 millions d'euros au 30 juin 2022.

Note 25 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Coût du risque sur financement clientèle	(93)	(108)	(210)
Dotations pour dépréciation	(182)	(179)	(331)
Reprises de dépréciation	154	134	221
Pertes sur créances irrécouvrables	(82)	(77)	(128)
Récupérations sur créances amorties	17	14	28
Coût du risque sur financement des Réseaux		6	21
Dotations pour dépréciation	(23)	(20)	(25)
Reprises de dépréciation	23	26	54
Pertes sur créances irrécouvrables			(8)
Coût du risque sur autres activités	(7)	(3)	(6)
Variation des dépréciations des autres créances	(1)		(3)
Autres corrections de valeurs	(6)	(3)	(3)
Total du coût du risque	(100)	(105)	(195)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin juin 2023, le cout du risque total s'établit en dotation nette de 100 millions d'euros dont 93 millions d'euros sur le financement clientèle (soit 0,47% des Actifs Productifs Moyens) et une charge / reprise nulle sur le financement des réseaux.

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-92,9 millions d'euros), les principaux mouvements intervenus au cours du premier semestre 2023 sont :

- une augmentation nette de provision de 12,9 millions d’euros sur les encours non performants ;
- une augmentation nette de provision de 15,5 millions d’euros sur les encours performants ;
- un montant d’abandon de créances nette de provision et de récupération 64,5 millions d’euros.

Sur l’activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque (+0 millions d’euros) comprend

- une reprise nette de provision de 1,9 millions d’euros sur les encours non performants ;
- une augmentation nette de provision de 1,9 millions d’euros sur les encours performants.

Sur les autres activités, le coût du risque est principalement lié à la dépréciation des prêts d’actionnaire de RNL Leasing (-6 millions d’euros).

Note 26 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Impôts exigibles	(158)	(111)	(288)
Impôts courants sur les bénéfices	(158)	(111)	(288)
Impôts différés	13	(5)	(33)
Impôts différés	12	(5)	(33)
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	1		
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(145)	(116)	(321)

Le taux effectif d’impôts du Groupe s’établit à 29,76% au 30 juin 2023 contre 26,70% au 30 juin 2022 et 31,42% au 31 décembre 2022.

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s’élève à -3,6 millions d’euros.

La charge d’impôt courant est égale aux montants d’impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l’exercice, en fonction des règles et des taux d’imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d’impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des dépréciations des créances douteuses et autres passifs.

Note 27 : Evènements postérieurs à la clôture

Mobilize Lease&Co, filiale de Mobilize Financial Services, a annoncé en date du 13 juillet 2023 l’acquisition de Mobility Concept et de MeinAuto. Cette transaction permettra d’accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne. Aucun autre événement postérieur à la clôture n’est à constater.